

Droit, Science politique Mention : Droit de l'entreprise

Spécialité : Droit du marché

RNCP7346 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1903, K1904, M1403
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

UNIVERSITE DE MONTPELLIER I

<http://www.univ-montp1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Dans le domaine particulier de la concurrence, de la consommation et de la distribution, le titulaire du Master Droit du marché : - conseille les dirigeants de l'organisme dans lequel il travaille ou les clients de celui-ci

- suit l'évolution de la réglementation nationale et européenne
- applique et fait appliquer la réglementation
- prévient les litiges ou les résout sur le plan juridique
- analyse les problèmes juridiques et propose des solutions amiables ou judiciaires
- accompagne ou représente son organisme ou ses clients devant les juridictions
- recherche et synthétise les informations juridiques
- rédige des mémoires, des contrats, des actes et des dossiers juridiques
- rédige des notes de recherche
- participe aux arbitrages
- participe à des dossiers collectifs destinés à l'Union Européenne, aux services de l'Etat, à des associations de consommateurs

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Pour exercer ces activités, le titulaire du Master créations immatérielles est capable de :

- avoir une parfaite connaissance de la réglementation applicable
- replacer les problèmes qui lui sont posés sur la création immatérielle dans leur environnement juridique mais aussi philosophique, technique, et socio-économique, non seulement au plan national, mais également européen et international
- les aborder tant dans une dimension théorique que pratique
- réfléchir tant à propos d'une création traditionnelle que d'une création nouvelle (biotechnologies, logiciels libres...)
- se poser les questions pertinentes
- envisager un problème dans sa globalité et non seulement en droit « pur » de la propriété intellectuelle
- maîtriser les techniques de rédaction des contrats et des conclusions dans des domaines relatifs à la propriété

intellectuelle, au droit de la communication et au droit des nouvelles technologies de l'information et de la communication

- argumenter dans les domaines relatifs à la propriété intellectuelle, au droit de la communication et au droit des nouvelles technologies de l'information et de la communication
- maîtriser les techniques de recherche d'information

Lorsqu'il exerce son activité dans le domaine de la recherche, il est capable de :

- transmettre des connaissances
- mener des recherches et étudier de nouveaux champs non encore explorés

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Il travaille dans un laboratoire de recherche, un cabinet de juriste conseil, un cabinet d'avocat, une entreprise publique ou privée, une association, une collectivité, une juridiction.

Les débouchés professionnels se situent prioritairement dans le secteur de la distribution.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Le titulaire du master Droit du marché peut prétendre aux emplois suivants, sous réserve des conditions d'accès propres à certains d'entre eux (concours, examens professionnels..) :

- avocat
- conseil juridique
- responsable de service juridique
- cadre juridique
- magistrat
- chercheur

Il exerce son activité professionnelle en tant que salarié ou en tant que profession libérale.

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 647 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	5 157
Jugés difficiles à recruter	37 %
Emplois saisonniers	4 %

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur).

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants chercheurs et professionnels (Décret 2002-590 du 24 avril 2002).

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Autres sources d'information : <http://www.univ-montp1.fr>

www.dynamiques-du-droit.cnrs.fr

www.ciam-montpellier.fr

www.univ-montp1.fr

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/7346/>